



FÉDÉRATION CGT DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE UNION DEPARTEMENTALE 54

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

ENCORE UNE ANNONCE DE FERMETURE D'UN SERVICE D'URGENCE

Après les annonces de fermeture des urgences de l'Hôtel-Dieu dans le centre de Paris, celles de Wattrelos (Nord), c'est au tour de celles de Pont-à-Mousson (Meurthe et Moselle) où, une fois encore sans concertation, l'organisation de la continuité des soins a été remise en cause unilatéralement par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

En effet, à partir du 1er août, le service d'accueil des urgences de l'Hôpital public de Pont-à-Mousson sera fermé la nuit. La journée, des consultations de médecine polyvalente vont être mises en place. Pourtant, ce service d'urgence accueille 11 000 à 12 000 passages par an. Il répond à un réel besoin des populations. De plus, la ville de Pont-à-Mousson se situe sur l'axe routier A31, le plus dangereux de France, où transite le chassé-croisé des populations Nord et Sud de l'Europe.

Au-delà de la non-réponse aux besoins de la population nécessitant des soins urgents, se profile la fermeture de ce service d'urgence qui va mettre en péril le reste de la structure hospitalière, avec également le risque à terme de la perte définitive de la Médecine Polyvalente. Déjà, en 2000, la Maternité et la Chirurgie avaient été fermées. Notre organisation ne peut qu'être consternée face à cette aberrante casse du service public hospitalier. Cette fermeture s'inscrit dans une logique de réduction de l'offre sanitaire partout en France. Une nouvelle fois, la sécurité des soins, les besoins de la population sont bafoués.

Une fois de plus, l'alibi de la difficulté de recrutement de médecins urgentistes est mis en avant et utilisé pour réduire les coûts de dépenses de santé.

Cette annonce va entraîner des conséquences en termes de santé publique pour les populations socialement isolées, suite de la casse industrielle qui a eu lieu dans ce territoire.

Qu'en pensent les services concernés ? Qu'en pensent les représentants des personnels ? Qu'en pensent les élus locaux ? Leur avis n'a jamais été pris en compte.

La CGT continuera à diffuser l'information et à amplifier la mobilisation pour répondre aux besoins sanitaires de la population de la région de Pont-à-Mousson.

Montreuil, le 1er août 2013

Case 538
263, rue de Paris
93515 Montreuil Cedex

292

Tél : 01.55.82.87.88
Fax : 01 48 57 56 22
E-Mail :
com@sante.cgt.fr